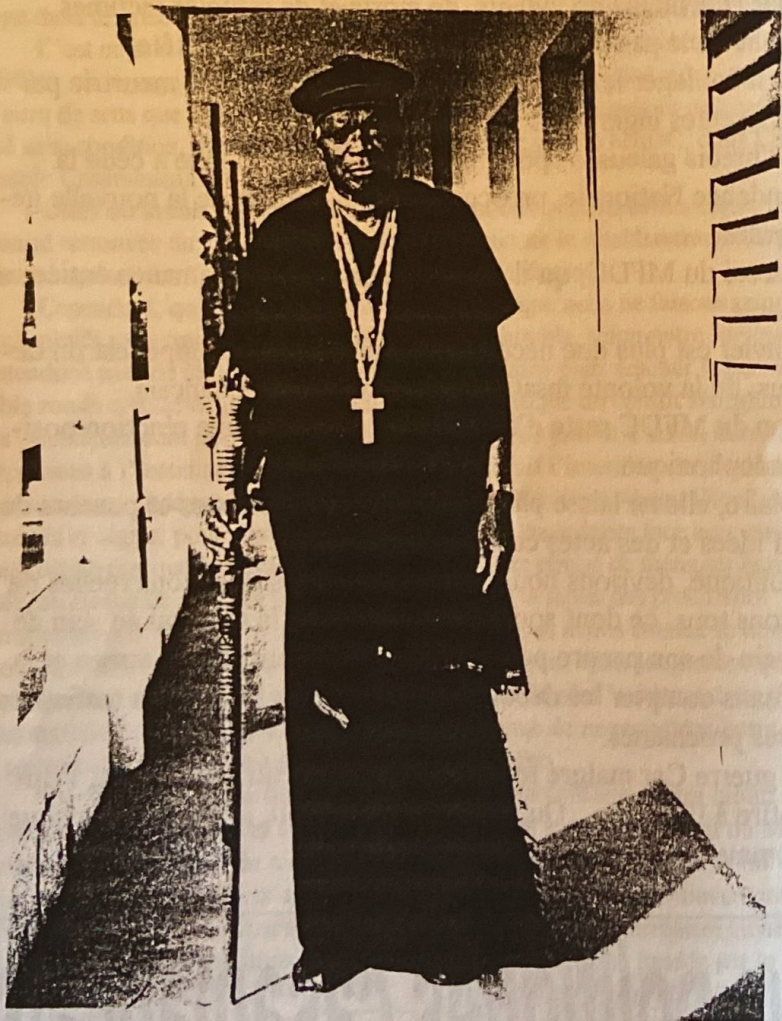


□ □ □ □ □
 □ PRIX libre □
 □ □ □ □ □

LE JOURNAL DU PAYS

— LE GRAND MENSUEL CASAMANCAIS —

Le 7ème appel de la paix de Diamacoune



Abbé Augustin Diamacoune Senghor
 Secrétaire Général
 du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance

Le 13 janvier 1998, Abbé Augustin Diamacoune Senghor, Secrétaire Général du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) a encore surpris pour la septième fois consécutive, par son appel à la paix et au dialogue en Casamance. Désormais cet autre appel fait partie de l'Histoire.

En politique, il faut mettre les choses en perspective et focaliser son énergie sur les batailles à venir, plutôt que de se complaire dans des accès de colère guerrière et meurtrière contre les populations civiles comme le font, depuis le 26 décembre 1982, Abdou Diouf et son armée. Si une nouvelle chance est donnée à la paix et aux négociations, personne ne croit à la volonté de paix du Sénégal, qui par sa logique de terreur et d'assassinat en Casamance plaide et oeuvre, toujours, pour le blocage tout en sachant qu'il ne gagnera jamais la guerre.

Bintou Diallo

SOMMAIRE

EDITORIAL: E. TENDENG	Page 2
MA VERITE: J-M.F. BIAGUI	Page 3
CASA-INFO: FANBONDY	Page 4
LE SAVEZ-VOUS:	
REDACTION J.P.	Page 5
PAGE INTER: MAOUDO BÂ	Page 6
COURRIER: G. MENDY	Page 7
CULTURE: I. CAMARA	Page 8

EDITORIAL

D' *Emile TENDENG*

Encore Diamacoune pour la paix

LES dirigeants sénégalais ont certainement la langue très longue et très évasée. Ils excellent d'un talent de la rhétorique à chaque événement qui les réunit pour capter l'attention de l'opinion. Mais avec le temps, on se rend aisément compte qu'au pays de Lat Dior, les mots et les actes sont de deux mondes totalement étrangers. Parler de Paix tout en posant des mines antipersonnel sur le chemin des rizières de nos mamans est, vous conviendrait avec moi, contre l'oeuvre de Paix que Abbé Augustin Diamacoune Senghor, Secrétaire Général du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) ne cesse de revendiquer depuis le 23 décembre 1982 date de sa première arrestation. Dieu merci il n'a pas varié d'un seul iota de cette ligne directrice qui a toujours conduit sa stratégie pour une Casamance Libre et Indépendante. Comme en 1982, en 1991, en 1992, en 1993, en 1995, le 13 janvier 1998, Diamacoune, du fond de sa cellule des Oeuvres Catholiques de Ziguinchor, appelle à la négociation, au dialogue et à la paix. Pourtant Diamacoune sait qu'il est le seul à vouloir la paix en Casamance. Hors pour dialoguer il faut être deux.

Diamacoune sait qu'il doit s'en tenir seul à la gestion d'une situation de guerre humainement désastreuse et économiquement catastrophique pour la Casamance, pour le Sénégal et pour toute la sous-région.

Diamacoune sait que le problème posé par la centaine de milliers de morts et de réfugiés victimes d'ambitions démesurées de caudillos coloniaux n'est pas facilement gérable pour une seule tête.

Diamacoune sait que c'est lui seul qui peut soulager les souffrances de cette Casamance meurtrie par d'innombrables tueries et destabilisée par différentes ingérences.

Diamacoune sait que la soif de certaines "brebis galeuses" pour une supposée autonomie a cédé la place à un besoin d'affirmation de l'Indépendance Nationale, préoccupation essentielle de la nouvelle génération. Au diable les combats d'arrière-garde!

Diamacoune sait, en tant que chef incontesté du MFDC, qu'il a la confiance de la Casamance entière et qu'il est l'unique et le seul interlocuteur valable.

Pour toutes ces raisons, l'appel du 13 janvier est plus que nécessaire et méritoire. Cet appel est un devoir, une obligation et un témoignage de plus, de la volonté insatiable de paix des Casamançais.

Le plan de Paix déjà établi par la direction du MFDC reste d'actualité en attendant une réaction positive de la partie adverse plutôt bavarde et cacophonique.

Cette voie ou voix du MFDC est exemplaire, elle ne laisse plus de place aux extrémistes et poseurs de bombes sénégalais. Elle privilégie le débat d'idées et des actes concrets.

Au delà de cet effort et de ce courage politique, devrions nous se pencher sur les intentions réelles de paix des autorités sénégalaises. Nous le savons tous, ce dont souffre Abdou Diouf: la division au sein de son nouveau gouvernement, la division au sein de son propre parti, la division au sein de son armée et la division au sein même de sa propre famille, sans compter les déboires économiques, les dérives mafieuses mais aussi les enjeux des élections législatives prochaines.

Il ne sert donc à rien de pester contre la guerre. Car malgré toutes les difficultés qu'elle impose, l'opportunité d'une indépendance véritable s'offre à l'horizon. Qu'on le veuille ou non, Diamacoune risque d'être encore seul pour la Paix, tout seul comme les dernières fois.

Libérez les détenus politiques casamançais!

MA PART DE VERITE

Il n'est désormais un secret pour personne que la Casamance s'émancipera politiquement au Jour et à l'Heure Casamançais. Mais est-il tout aussi vrai que, dans le processus de libération nationale, "*extra Franciam nulla salus*"? En tout cas aussi vrai que, j'avais à peine osé le prétendre que, tout à coup, les Autorités Françaises, sous l'effet de je ne sais quel esprit, fût-il sain(t), m'emboîterent le pas comme pour témoigner enfin au Peuple Casamançais de "l'amitié française" à la Casamance. C'est du moins ce que "monsieur tout-le-monde" pourrait imaginer, la réalité étant tout autre.

En effet, au mois de novembre 1996, à la demande de l'Abbé Augustin Diamacoune Senghor, Secrétaire Général du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance), et au nom du Bureau National, nous écrivions aux Autorités Françaises pour leur demander leur accord de principe afin que les prochaines négociations sénégal-casamançaises puissent se dérouler à Paris, en même temps que nous leur sollicitons de bien vouloir accompagner, à leur manière mais de façon responsable, la Casamance vers l'Indépendance Nationale.

Ayant pris acte de notre démarche, la France, par la voie de son Ambassadeur à Dakar, M. André Lewin, semble alors se livrer à des initiatives diplomatiques, allant ainsi jusqu'à favoriser la venue à Paris de quatre émissaires du Secrétaire Général du MFDC, et ce avant une éventuelle ouverture des négociations avec le Sénégal. C'était en tout cas sans compter avec les "pendules parisiennes", qui semblent par ailleurs fonctionner hors du temps et de l'histoire.

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que, pour justifier son refus obstiné de répondre favorablement à l'invitation du Secrétaire Général du MFDC, rappelant à Ziguinchor qui de droit pour consultation, il faille prétendre avoir fait tel ou tel mauvais rêve prémonitoire, qui confirmerait alors les prescriptions de tel ou tel marabout. (...)

Pour autant, en ce qui me concerne, parce que j'entends revendiquer ma part de responsabilité par rapport au réchauffement des relations franco-casamançaises; parce que j'entends poursuivre le combat, aujourd'hui plus que jamais, fidèle à ma logique et à ma conviction de toujours; parce que j'estime que nul, fût-il le "De Gaulle de la Casamance", n'a le droit de jouer avec la légitime espérance du Peuple Casamançais...; j'en appelle une fois encore à plus de vigilance et surtout de courage dans la prise de décisions politiques responsables de la part des Instances Dirigeantes du MFDC.

C'est en tout cas dans ce sens que j'ai osé effectuer, en pleine période de combats entre l'armée sénégalaise et le MFDC, un voyage à Ziguinchor du 8 au 11 octobre 1997, pour aider, entre autres, à la réunification du MFDC qui, du reste, n'aura de sens que si seulement si M. Sidy Badji, ex-commandant en chef d'Atika (Aile Combattante du MFDC) est réhabilité sans condition, et ses militants-partisans réintégrés au MFDC, dans l'intérêt de notre Mouvement et pour la joie du Peuple Casamançais.

Dans un avenir proche, nous verrons peut-être si nous avons réussi notre pari, celui de voir sceller une fois pour toutes l'unité retrouvée du MFDC et, à terme, de provoquer le rétablissement du processus des négociations sénégal-casamançaises sur l'avenir du Sénégal et de la Casamance.

Cependant, qu'il me soit permis de rappeler que nous ne faisons point de ces négociations éventuelles une fin en soi, mais plutôt un moyen pour parvenir à une paix durable, selon notre logique, en Casamance. C'est pour cette raison que nous entendons user de tous moyens politiques et humains pour amener le gouvernement sénégalais à accepter le principe d'une table ronde consacrée justement au règlement politique du conflit sénégal-casamançais. Nous n'ignorons pas pour autant, les pesanteurs dont souffrent les bonnes volontés, de part et d'autre, dans la gestion du processus de paix, d'autant que nous apprenons à l'instant que l'armée sénégalaise aurait l'intention de se défaire prochainement en Casamance, de manière spectaculaire, indépendamment de la volonté du Président Abdou Diouf, qui aurait ainsi du mal à discipliner une armée frustrée et aigrie, pour avoir accumulé tant et tant de défaites face aux vaillants Combattants Atika. Nous comprenons parfaitement aussi que le président sénégalais se sente obligé de ménager la mauvaise humeur ou les susceptibilités de son armée, au risque de retarder voire de compromettre la tenue des prochaines et nécessaires négociations sénégal-casamançaises. Ne serait-ce donc que pour cela, nous avons comme le devoir ou l'obligation de continuer à doter Atika de moyens suffisants sinon pour tenir en respect l'ennemi aussi longtemps que nécessaire du moins pour se défendre et pour protéger le Peuple Casamançais. Que les "âmes bien nées" arrêtent donc d'imaginer ou de prétendre qu'il y aurait une contradiction entre le fait d'être favorable à la tenue de négociations entre le gouvernement du Sénégal et MFDC, et le fait d'œuvrer au renforcement de son potentiel militaire.

De plus que l'on mette fin au faux débats, qui consiste à faire croire à l'opinion publique que le retard pris dans le processus des négociations sénégal-casamançaises serait le seul fait du MFDC, auprès duquel le Gouvernement du Sénégal aurait toutes les peines du monde à trouver un interlocuteur valable, alors qu'à ce propos les autorités sénégalaises sont si bien avisées qu'elles ont pris en otage le Porte-Parole de notre Mouvement Abbé Diamacoune.

Que le gouvernement du Sénégal rende sa liberté au Secrétaire Général du MFDC, et l'on (re)découvrira le chemin susceptible de nous conduire vers la Paix, la vraie parce que fondée sur la Justice et la Vérité. Plaise à Dieu, que cet appel soit entendu.

Jean-Marie François Biagui

Parlez moi de votre projet déposé chez le Vieux!!!

CASA INFOS

Par notre correspondant spécial
au Pays: FANBONDY.

DIAMACOUNE PARLE

Abbé Augustin Diamacoune Senghor, Secrétaire Général du MFDC a fait un appel radiodiffusé le 13 janvier 1998 aux protagonistes sénégalais et casamançais de déposer les armes et de faire face aux négociations. La nouvelle guerre des mines contre les populations Casamançaises entreprise par l'armée sénégalaise après la mésaventure de Mandina Mancagne a motivé cet appel.

QUATRE BANDITS TUES A THIOBON

Quatre miliciens bandits, servant la collaboration avec l'armée sénégalaise ont été surpris le mardi 30 décembre 1997 à Thiobon au nord ouest de Bignona par une patrouille de commandos Atika. Ces malfrats qui transportaient dans leur pirogue un stock important d'armes et de munitions ont paniqué et tiré sur les combattants indépendantistes qui voulaient leur interroger sur ce trafic illégal d'armes. La riposte fut alors immédiate et conséquente. Les quatre occupants de la pirogue: Maurice Sadio, Marcelin Sadio, Hilaire Sadio et Kalilou Sonko ont été tués et le contenu de la pirogue saisi.

HUIT SOLDATS SENEGALAIS TUES A BAGNAGNA

La nasse s'est fermée subitement derrière les huit soldats sénégalais qui venaient de nuit piller les familles et violer les femmes à Bagnagna près de Goudomp. Le 18 janvier 1998 fut leur aller sans retour. Une embuscade tendue par une colonne de résistants a eu raison des violeurs et pillards.

LES SOLDATS SENEGALAIS S'ENTRETUENT A DJIBANAR

Que s'est-il réellement passé à Djibanar le 14 février dernier? Dissension ou règlement de compte dans l'armée

sénégalaise ou simplement tentative de désertion?

En tout cas, quatre soldats sénégalais d'une même section se sont entretués. Les raisons de la tuerie restent un mystère. Pour le moment le chef de section est aux arrêts.

UNE DELEGATION DE L'AILE EXTERIEURE DU MFDC DANS LE MAQUIS

Une délégation de l'aile extérieure du MFDC s'est rendue au maquis au début du mois de février. Outre la visite aux responsables de l'Etat Major Atika, la délégation a séjourné dans trois différents camps. Elle devrait rendre le résultat des travaux au Secrétaire Général Adjoint du MFDC, Mamadou Nkrumah Sané.

POUR LE RETRAIT DES TROUPES SENEGALAISES

Réunis le dimanche 4 janvier 1998 dans la salle de délibérations de la Mairie de Ziguinchor en présence du ministre sénégalais Robert Sagna, les Notables de la ville de Ziguinchor, par la voix de leur Président Malamine, ont demandé aux autorités sénégalaises la libération de Abbé Diamacoune et de tous les autres prisonniers politiques mais surtout le retrait immédiat des forces sénégalaises d'occupation du territoire de Casamance.

DEMINAGE EN CASAMANCE

547 mines antipersonnel ont été détruites par les démineurs des Forces Combattantes du MFDC. Parmi ces explosifs, existent des mines indétectables de fabrication française et yougoslave. La zone de Kadialang et de Kénia, près de Ziguinchor ont été les principales parties choisies par les poseurs de mines sénégalais pour effectuer impunément leur forfait macabre. La population est associée aux exercices de déminage depuis trois mois.

RETROUVAILLES DE FRERES COMBATTANTS

Les 12 derniers combattants de la dissidence, jadis favorables au projet de régionalisation et basés à Diakay, ont rejoint sans condition le Commandement Zone Nord des Forces Combattantes du MFDC. La retrouvaille n'a pas été du goût de tous. Les nouveaux venus subiront un entraînement spécial et une formation adéquate avant d'être affectés dans différentes bases.

LES FEMMES DU KASSA SE REORGANISENT

Plusieurs réunions se sont déroulées dans différents villages du Kassa. Les femmes ont vertement critiqué les autorités sénégalaises qui ont envoyés en Casamance des "égorgeurs de leurs enfants" des "assassins" et des "violeurs". Un nouveau directoire a été élu pour faire face aux problèmes posés par l'occupation sénégalaise.

Les femmes ont fait des prières pour la paix et la liberté en Casamance.

PRISONNIERS POLITIQUES A TAMBACOUNDA

Six personnes membres du Parti Démocratiques sénégalais ont été arrêtés à Tambacounda. Ils sont accusés de sympathie avec le MFDC. La réaction de l'opposition sénégalaise est vive. Derrière ces arrestations se cachent toujours des manœuvres politiques à des fins électorales.

CONTRE LA CAMPAGNE ELECTORALE

La Jeunesse Indépendantiste de Bignona (JIB) annonce déjà la couleur. Lors de leur dernière réunion, elle a appelé au boycott de la campagne électorale sénégalaise en Casamance. En contact avec d'autres organisations de jeunes, la JIB entend passer à l'action en faisant une tournée de sensibilisation à la fin du mois de février au nord de la Casamance.

LE SAVEZ-VOUS ?

- ♦ Le remaniement ministériel du 17 janvier 1998 au Sénégal a vu la rentrée en force des généraux dans le gouvernement dit "républicain". Le dictateur Abdou Diouf a choisi les plus zélés des militaires pour privilégier l'option militaire en Casamance et pour confisquer par la force des armes les élections prévues le 28 mai 1998. Les heureux généraux élus sont: Lamine Cissé originaire de Sokhone au Ministère de l'Intérieur, Mamadou Niang s'est vu confier l'Observatoire des Elections et Boubacar Wane s'occupe de la Casamance.
- ♦ Un mouvement de troupes est observé depuis le 26 janvier à la frontière nord de la Gambie. Environ 300 militaires et une vingtaine de ressortissants gambiens. Un coup d'Etat serait en préparation contre le régime de Yahya Jammeh. La date retenue pour ce coup de force est le 25 février 1998 lors de la visite du président gambien à Paris.
- ♦ Le dictateur sénégalais Abdou Diouf se rendra à Paris le 23 février pour y rencontrer le président gambien Yahya Jammeh. La lutte d'Indépendance de la Casamance sera, sous la houlette de la France, le but de leur entretien. Il n'est pas encore confirmé qu'une délégation du MFDC sera présent à Paris lors de cette rencontre.
- ♦ Djibo Latir Kâ le chef des rénovateurs du Parti socialiste sénégalais a fustigé Abdou Diouf pour avoir privilégié la guerre en Casamance en nommant des militaires au gouvernement.
- ♦ Le Club Méditerranée a enregistré son plus grand record de déficit. Une perte de plus de 4 milliards de francs français a été enregistrée en 1997. La paralysie totale de ses hôtels en Casamance ont beaucoup nui.
- ♦ La proposition de médiation du président Yahya Jammeh dans le règlement du conflit sénégal-casamançais a eu un échos favorable à Dakar. Les Sénégalais ont de plus en plus de doute sur la capacité de leurs dirigeants de dénouer la crise. D'ailleurs ici on salue l'initiative de Diamacoune de relancer le processus de dialogue.
- ♦ Depuis deux mois, la moitié des policiers et des pénitenciers sénégalais n'ont pas reçu de salaires. La tension sociale reste très vive.
- ♦ Une rencontre entre les dirigeants de la branche extérieure du MFDC est prévue à Paris à partir du 28 février 1998.
- ♦ Un policier bissau-guinéen accuse les militaires sénégalais de l'avoir enlevé à Santa Domingo, battu, avant de le relâcher après pression des autorités locales. L'affaire a pris l'allure d'un drame national en Guinée Bissau.
- ♦ Des militaires bissau-guinéens refusent de se battre contre leurs frères casamançais. Nino Viera contraint de faire reculer ses troupes de la frontière.
- ♦ Plusieurs sites sur la guerre de l'Indépendance en Casamance sont ouverts sur Internet. Passer sur les machines de recherche Yahoo ou Alta Vista en tapant "Casamance" ou "Abbé Diamacoune" ou encore "Atika" pour retrouver les pages.

Page Internationale

Informations recueillies par Maoudo BÂ

Guinée-Bissau: Un militaire sénégalais arrêté en flagrant délit, en train de poser une mine antipersonnel sur la route de Ngoré. Le militaire est écroué à Bissau. Le Sénégal demande son rapatriement. Pour l'instant la Justice de Bissau refuse.

Sierra Leone: Depuis le début du mois de février, des combats violents se déroulent dans la capitale Freetown entre troupes de la junte au pouvoir depuis le coup d'Etat de mai 1997 et l'armée nigériane. Plusieurs centaines de morts et des milliers de personnes fuient la ville.

Afghanistan: Plus de 4000 morts et 80 000 déplacés ont été dénombrés après le tremblement de terre qui a secoué le mercredi 4 février 1998 le nord du pays.

Corse: Le préfet de Corse, Claude Erignac, a été abattu le vendredi 6 février 1998. Le gouvernement français est directement visé par cet attentat.

Afrique Equatoriale: Sadako Ogata, le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR) est en visite dans la région des Grands Lacs. Le Zimbabwe, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda, le Congo Brazzaville, la République Démocratique du Congo et l'Ethiopie seront les pays visités.

Algérie: Après un Ramadan sanglant, la barbarie continue en Algérie. Plusieurs dizaines de civils ont été massacrés par des groupes armés et plusieurs bombes ont explosées à Alger. Le gazoduc principal a été gravement endommagé par un explosif.

Italie: Un avion militaire américain a sectionné le câble d'un téléphérique faisant 20 morts à Cavalese. L'incident s'est passé le mardi 3 février 1998 et a provoqué la colère des Italiens.

Sahara Occidental: Un émissaire des Nations Unies parcourt depuis plusieurs semaines le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Sahara Occidental pour favoriser le référendum. Le Polisario attend beaucoup de cette visite qui devra aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Tchad: Quatre touristes français ont été enlevés le début du mois de février au sud du Tchad par un groupe armé. Le quai d'Orsay se refuse de tout commentaire.

Irak: Le Secrétaire Général de l'ONU, M. Kofi Annan est parvenu à signer un accord avec Tarak Aziz. Il désamorce ainsi la crise qui secoue les Etats-Unis et l'Irak. Bill Clinton a déjà envoyé ses troupes dans la région pour une guerre. Aucun pays arabe n'est favorable à la guerre.

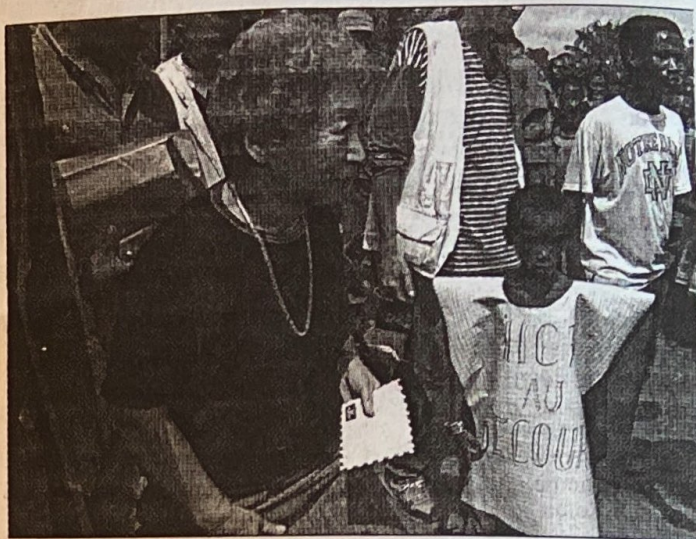
Mexique: Le président Zedillo a officiellement reconnu les fautes aux Chiapas. Les escadrons de la mort armés, entraînés et payés par le gouvernement ont été dissous.

Sri-Lanka: Les Indépendantistes Tigres Tamouls ont détruit par explosifs deux navires de guerre de troupes coloniales.

Afrique du Sud: Le sanguinaire ancien président Pieter W. Botha, 83 ans, un des pères fondateurs de l'apartheid, a été inculpé pour refus de témoigner.

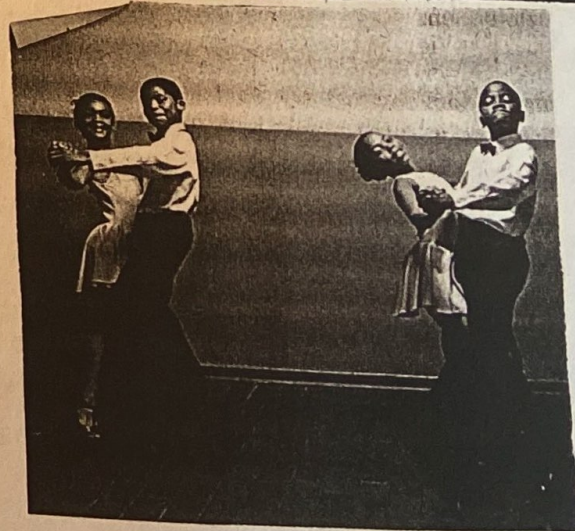
Burkina Faso: La 21ème Coupe d'Afrique des Nations de football a bien démarré. Les demi-finales sont connues: Congo Démocratique contre Afrique du Sud et Burkina Faso contre Egypte.

Japon: Les jeux olympiques d'hiver 1998 de Nagano sont terminés. Les meilleures équipes sont: L'Allemagne avec 12 médailles d'or, la Norvège et la Russie.



Sadako Ogata

World Press Photo



LE COURRIER DES LECTEURS

Par GENEVIEVE MENDY

Vous êtes nombreux à nous écrire. Nous vous en remercions très vivement. Nous nous excusons cependant de ne pas pouvoir diffuser toutes vos lettres. Patience ! D'autres J.P. suivront.

RIEN A NEGOCIER AVEC LE SENEGAL

Rien et je dis bien absolument rien ne justifie les négociations avec le Sénégal. Abdou Diouf doit être remis aux juges internationaux de la Haye pour crimes contre l'humanité. Pour négocier il faut être deux. Dans la situation actuelle, le seul interlocuteur valable de la Casamance qui se trouve être Abbé Diamacoune est en détention. Tous les autres représentants du MFDC n'ont aucun droit ni un pouvoir de négocier à l'absence de leur Secrétaire Général. Si le Sénégal veut négocier, les prisonniers politiques doivent être libres y compris Diamacoune, les corps des disparus en Casamance doivent être rendus aux familles des victimes, l'armée sénégalaise doit quitter la Casamance pour permettre les populations exilées de revenir sur leur terre. C'est ce minimum de pas que le Sénégal ne veut franchir. Alors souhaitons-nous se faire ridiculiser? Le monde a toujours connu des guerres de libération. La Guinée-Bissau, l'Erythrée, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Pakistan, la Chine, la France, le Vietnam, l'Algérie j'en passe, les mouvements de lutte qu'ont triomphé face aux colons ont tenu les dents fermes jusqu'à la fuite de l'occupant pour parler avec lui. Cela doit être le cas de la Casamance. Les populations de la Casamance aspirent à la paix. Elles veulent retrouver leur terre et cultiver sans avoir un Sénégalais avec le fouillet derrière le dos. Dotons Atika de moyens permettant de jeter l'armée sénégalaise dehors. Rigueur et fermeté en laissant de côté cette naïveté qui nous a coûté si cher....

Abdoulaye Sakho Sédhiou

LAXISME ET MUTISME

J'affirme que la communauté internationale apparaît comme étant la personnification de deux concepts au mépris de la Casamance:

1. Laxisme, car comment une armée dite républicaine peut-elle s'attaquer à des populations civiles depuis 15 ans alors qu'elle est supposée garantir leur sécurité, sans que la communauté internationale ne fasse pression?
2. Mutisme dans la mesure où, après d'innombrables atrocités et cruautés, la communauté internationale reste toujours indifférente.

Le rôle de la communauté internationale nécessite une réinvention ayant pour objectif primordial le rétablissement de la légalité constitutionnelle en cas d'instabilité. Les discours politiques sont essentiellement polysémiques. Ils doivent être suivis de leur matérialisation pour dissiper toute ambiguïté.

Demba Thiam, Parti socialiste, Dakar

L'INDEPENDANCE EN MARCHÉ

Le doute n'est plus permis. Un langage nouveau est né de la lutte et il s'installe de plus en plus jusqu'au plus fond de la Casamance. La guerre de tranchées qui opposait jadis les indépendantistes et les régionalistes s'estompe au profit d'une ligne déterminante et libératrice. Plusieurs ténors des deux camps s'unissent pour réclamer d'une seule voix une indépendance de la Casamance. Ces voix se sont cristallisées au sein d'un comité de défense de l'indépendance de la Casamance. Le comité préconise un véritable pouvoir politique dans la région de Kolda et propose au MFDC son soutien. Les 87 participants doivent envoyer un message chez le Secrétaire Général du

MFDC pour établir un projet commun de lutte. Le comité rejette ce qu'il appelle "une autonomie mal fagotée par le pouvoir arrogant des Sénégalais", et déclare vouloir renforcer le pouvoir politique du MFDC.

Amady Sadio pour le Journal du Pays
Kolda Koubidié

"NOTRE MALAISE"

Comment vous décrire notre malaise depuis cette campagne anticasamançaise? Une manipulation tous azimuts a fait croire au miracle. Aujourd'hui nous avons la gueule de bois parce que nous avons eu l'illusion qu'il était facile de sortir de cette guerre rapidement et sans douleur. Aujourd'hui, je puis vous dire, les Sénégalais sont inquiets, déçus, voire dégoûtés. Je suis de ceux qui pensent que, démocratie ou pas, des personnes indignes de confiance sont au pouvoir depuis plus de vingt ans et continuent de privilégier leurs propres intérêts au détriment du bien commun, que voler ou mentir rapportent, que de nombreux fonctionnaires sont corruptibles, que les partis politiques, derrière des déclarations d'intentions honnêtes, sont clandestinement manipulés par des groupes financiers proches du parti au pouvoir, et que cette guerre en Casamance apporte gros à la mafia sénégalaise gérée par des militaires et d'anciens généraux de l'armée. A qui veut-on croire que le Sénégal est prêt à négocier avec les leaders indépendantistes? Les Sénégalais oui, mais les dirigeants non.

Alassane Niane Rufisque

APPEL

J.P est l'occasion pour moi de lancer un appel à tous les Casamançais de bonne moralité, quelques soient les problèmes politiques, de faire avancer le dialogue et la paix pour la liberté et démocratie en Casamance.

Chérif Diatta, Ziguinchor

CULTURE JEUX ET SPORTS



Par IBOU CAMARA

JALONS HISTORIQUES

Extrait de la Conférence tenue par l'Abbé Diamacoune Senghor, le samedi 23 août 1980, à Dakar. (Suite).

Il fut plus heureux, avec la Révolution des Oeillettes que son expérience coloniale contribuera à déclencher par son livre.

Toujours est-il que le colonel Sajous, de plus en plus persuadé de l'insuffisance de la solution militaire, pensa lui adjoindre celle du dialogue avec les populations du Casa, dialogue préconisé un an plus tôt par le **Vieux Benjamin Diatta**; surtout que, en haut lieu, on lui demandait d'oeuvrer pour la conclusion d'une paix des braves. Voilà les faits.

Donc: trois ans avant les événements du Constantinois de mai 1945, dans l'Algérie de Messali Hadj et de Ferhat Abbas, trois ans avant l'Indochine de Ho Chi Minh, la Casamance d'Alinesitowé et d'Aloendiso avait dit non à la France.

Elle peut être fière et n'a de leçon de civisme et de patriotisme à recevoir de qui que ce soit. Surtout pas de ce journaliste qui, parlant des cadres d'origine authentiquement casamançaise, écrit dans une publication de la place en date du vendredi 6 mai 1967:

"Par ces prises de positions qui dénotent une certaine immaturité d'esprit, ces responsables ont failli à leur devoir de citoyens, car c'est comme si l'exploitation du bois de la Casamance au niveau de Dakar n'avait de retombées économiques certaines sur l'ensemble du pays, et partant, de la région".

En bon français, cela s'appelle des "coups de pied qui se perdent quelque part", puisqu'il y a des gens que le ridicule ne tue pas. Vraiment, des fils de colonialistes et des colonialistes eux-mêmes qui donnent des leçons de civisme aux Casamançais ! Quel comble ! Il faut croire que le mot pudeur, ni la réalité qu'il recouvre n'existe pas dans leur langue !.

La France pressentant l'imminence d'énormes difficultés avec les colonies, voulait en finir vite avec une situation casamançaise dont elle connaissait bien le commencement, mais dont elle n'entrevoyait pas les développements possibles, et surtout les éventuelles répercussions sur les autres territoires de l'Empire. En effet, de partout l'on venait voir, entendre et consulter la Reine Alinsitowé, "*La Femme de Kabrousse*" comme on disait souvent. On venait de la Gambie, du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan Français, de la Guinée Française, de la Guinée Portugaise, etc...

Entretemps, il fallait à la Reine Alinsitowé subir son humiliant calvaire. "Ayant vu son mois", la Reine, selon la coutume séculaire, se retira dans l'"*Affebedy*", c'est à dire la case construite dans le village pour abriter les personnes se trouvant dans son cas.

Le colonel Sajous ne l'ayant pas trouvée chez elle, menaça de bombarder et de raser le village de Cabrousse. Non loin de cette localité, le pauvre village de Diembéring n'avait-il pas jadis souffert des canons de Pinet Laprade le 3 février 1865? Et dans le Royaume d'Affiladio, département de Ziguinchor, Séléky,

LE JOURNAL DU PAYS

C/O OUSMANE TAMBA
AUF DER WACHT 8B
CH-4104 OBERWIL.

Compte n° 85-311036-4

Fax: 00 41 61 40 10 392

REDACTION:

EMILE TENDENG

GENEVIEVE MENDY

IBOU CAMARA

BINTOU DIALLO

MAOUDO BA

CORRESPONDANTS SPECIAUX:

ELANKOOR

FANBONDY

KONNDIARAMA

EBALASS

EROUSSAYE

NO PINTHIA

PHOTO

MOF-PHOTO

IMPRIMERIE

FREE CASAMANCE PRESS

bombardé une dizaine de fois, n'est-il pas le village Martyr de la Résistance Casamançaise ?

Avec les Français, je réproche les massacres perpétrés par les Allemands durant la dernière guerre mondiale à Ouradour-Sur-Glanes, mais ces mêmes Français avaient-ils le droit de raser le village d'Efok durant les événements que nous revivons. Une fois de plus: Deux poids et deux mesures.

Le 28 janvier 1943, venue d'elle-même se présenter au colonel Sajous, celui-ci se jeta sur la Reine, et, de la main qui lui restait, la giffla violemment. Pourtant la France nous a appris, dès le cours élémentaire, qu'un simple coup d'éventail d'un Bey ou d'un Dey constituait ipso facto un *Casus Belli*.

La Reine Alinsitowé tomba par terre. Vu son indisponibilité, le sang lui coula le long des jambes. Elle eut cependant la possibilité de se laver dans la case. Puis elle fut amenée sur une civière. Ce fut alors le départ pour Oussouye et, de là pour Ziguinchor où le cortège arriva le 30 janvier 1943.

Que reproche t-on à la Reine Alinsitowé?

Monsieur Thomas écrit à son sujet: "Elle profita de son prestige nouveau sur les foules pour exciter les esprits contre l'autorité française. Ainsi un vent de révolte avait-il soufflé de Karounate à Cabrousse, excité par la Reine fétiche..."

A suivre dans le prochain JP.